

Unité départementale de l'Eure
1 avenue du Maréchal Foch
27000 Évreux

Évreux, le 14/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NUFARM SA

**USINE NOTRE DAME DE LA GARENNE
27600 Gaillon**

Références : UBDEO.ERA.23.12.467.HL
Code AIOT : 0005800370

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2023 dans l'établissement NUFARM SA implanté Grande Allée Zone industrielle secteur C Notre Dame de la Garenne 27600 Gaillon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors de la visite d'inspection du 12 octobre 2022, l'inspection des installations classées a constaté le caractère non fonctionnel du système de détection incendie du parc V10 ainsi que l'absence de procédures de maintenance et de tests associées à ces installations, afin de garantir leur efficacité. NURFARM a donc été mis en demeure par arrêté préfectoral du 13 décembre 2022 de prendre les dispositions nécessaires pour respecter les prescriptions qui lui sont applicables en termes de détection au droit du parc V10 et de programme de maintenance et de tests de ces installations. La présente inspection a pour objet le récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 décembre 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NUFARM SA
- Grande Allée Zone industrielle secteur C Notre Dame de la Garenne 27600 Gaillon
- Code AIOT : 0005800370
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société NUFARM pratique sur son site de Gaillon :

- la synthèse
- la formulation
- et le conditionnement

d'herbicides, de fongicides et d'insecticides ainsi que de régulateurs de croissance.

Les installations du site NUFARM de Gaillon sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral n°D1-B1-15-176 du 18 février 2015 modifié autorisant l'exploitation de l'établissement. Le site est classé SEVESO Seuil Haut, compte-tenu des quantités de produits toxiques et dangereux pour l'environnement, fabriqués et stockés sur le site (rubriques 4120, 4130, 4510 et 4511). Il est également identifié comme prioritaire IED (rubrique principale 3440 – Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique de produits phytosanitaires).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 décembre 2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Recolement de mise en demeure - Détection incendie Parc V10	AP de Mise en Demeure du 13/12/2022, article 1	Sans objet
2	Recolement de mise en demeure - Programme de maintenance et de test	AP de Mise en Demeure du 13/12/2022, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection du 23 novembre 2023, l'inspection des installations classées a pu constater la mise en place de détecteurs de remplacement afin de garantir le fonctionnement du système de détection incendie du parc V10, dans l'attente du remplacement complet du système de détection.

En effet, le système en place est vétuste et les technologies en la matière ont évolué. Il est donc nécessaire de le remplacer. Compte-tenu de problématiques d'approvisionnements, cette opération de remplacement n'a pu être programmée qu'en décembre 2023 avec une réception du système en janvier/février 2024.

Concernant le programme de maintenance et de tests des détections incendie, un guide de maintenance a été établi par le prestataire de NUFARM en charge des opérations de maintenance et de tests des installations de détection. Les opérations réalisées y sont décrites ainsi que la fréquence minimale à respecter.

L'inspection des installations classées note également une évolution des rapports de contrôle qui sont plus précis dans la description des opérations réalisées. La traçabilité des opérations de contrôle réalisée demeure cependant perfectible. En particulier, NUFARM doit s'assurer que son prestataire respecte le guide de maintenance qu'il a établi pour chacun des détecteurs contrôlés. Par ailleurs, l'inspection des installations classées demande à NUFARM de vérifier les performances d'extinction de l'émulseur. Le cas échéant, NUFARM procédera au remplacement de ce dernier.

NUFARM a donc entrepris les actions nécessaires pour répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 décembre 2022. Ce dernier pourra être levé à la réception du nouveau système de détection incendie du parc V10.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Recolement de mise en demeure - Détection incendie Parc V10

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/12/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Prescription contrôlée : La société NUFARM, exploitant une installation classée pour la protection de l'environnement sur la commune de Gaillon, est mise en demeure de respecter sous un délai de 6 mois les prescriptions suivantes : [...] <ul style="list-style-type: none">Article 8.8.9 : Le parc de stockage V10 est équipé d'une détection incendie telle que :<ul style="list-style-type: none">- en cas de détection incendie :<ul style="list-style-type: none">* l'alarme est reportée en atelier au bâtiment A02 et au poste de garde* un déclenchement automatique du dispositif d'extinction incendie par déversoirs de mousse placés autour de la cuvette en nombre suffisant est assuré. L'ensemble détection incendie et déclenchement automatique du dispositif d'extinction incendie constitue une mesure de maîtrise des risques de niveau de confiance de 1 minimum- L'ensemble du réseau de détection incendie, de transmission de l'information, de traitement et de déclenchement du dispositif d'extinction incendie constitue une mesure de maîtrise des risques de niveau de confiance de 2
Constats : Une présentation des dispositions prises par NUFARM afin de répondre aux dispositions de

l'arrêté préfectoral de mise en demeure a été réalisé.

A la date de la visite d'inspection, NUFARM indique avoir procédé à un diagnostic des installations avec son prestataire, la société CEMIS. Compte-tenu de la vétusté de l'installation et des évolutions technologiques en la matière, CEMIS préconise de remplacer l'ensemble du système de détection incendie.

La proposition technique et financière de cette opération a été présentée et transmise à l'inspection des installations classées. La prestation inclut l'installation de 6 détecteurs optiques de flamme Infrarouge multifréquence. En termes de fonctionnement, les détecteurs seront raccordés à un combiné ESC (Equipements de Contrôle et de Signalisation) / DECT (Dispositif Electrique de Contrôle et de Temporisation) qui actionnera le système d'extinction mousse.

Concernant l'implantation des 6 détecteurs, il est indiqué qu'ils seront installés de manière optimale afin de couvrir un risque venant des vannes situées en dessous des cuves. ***L'inspection des installations classées demande à NUFARM de fournir le plan d'implantation des nouveaux détecteurs justifiant de la couverture du risque, dans un délai d'un mois.***

En complément, les documents suivants ont été fournis :

- La fiche technique des détecteurs,
- La fiche technique du combiné ECS/DECT,
- Le plan d'implantation des détecteurs en place au jour de la visite d'inspection

Compte-tenu de problématiques d'approvisionnement des nouveaux détecteurs, l'opération de remplacement n'a pas pu être programmée avant décembre 2023, pour une réception de l'installation en janvier/février 2024.

Dans l'attente de la mise en place du nouveau système de détection incendie, les détecteurs du parc V10 qui étaient défectueux ont été remplacés par des détecteurs fonctionnels, initialement utilisés au bâtiment A02. NUFARM précise que, du fait des évolutions des activités, ce bâtiment ne présente plus de risque incendie.

La présence des 9 détecteurs a été contrôlée lors de la visite du site.

L'inspection des installations classées a également observé :

- le câble thermofusible qui longe la cuvette de rétention ;
- le déclencheur manuel du système d'extinction du parc V10, situé au niveau du bâtiment A01 ;
- la présence d'une cuve d'émulseur ;
- l'armoire du système d'extinction ;
- les centrales de détection du bâtiment A01 où sont reportés les détecteurs du parc V10 en autre. NUFARM indique avoir entrepris un chantier d'ampleur dans l'optique à termes de remplacer toutes les DECT (centrales) par des systèmes plus récents et plus performants et d'optimiser l'architecture du système. Ces remplacements vont être réalisés par étape. Ainsi, au niveau du parc V10, l'inspection des installations classées a pu observer que les 2 centrales, l'ancienne et la nouvelle, sont en place. Elles sont placées en série pour le moment. Lorsque le système de détection aura été modifié, l'ancienne centrale sera supprimée.

Afin d'attester du caractère fonctionnel de l'installation, les deux derniers rapports de contrôle de l'installation de détection en date des 29 mars 2023 et 2 octobre 2023 ont été communiqués à l'inspection des installations classées. Le rapport de contrôle triennal du système d'extinction et la dernière analyse de l'émulseur ont également été fournis. Les éléments des rapports de

contrôle sont développés au point de contrôle n°2 du présent rapport.

Compte-tenu de ces circonstances particulières, l'inspection ne propose pas de sanctions administratives. La levée de la mise en demeure sera réalisée à la réception du nouveau système de détection. ***L'inspection des installations classées demande à NUFARM de lui transmettre dès réception le(s) document(s) attestant de la mise en place et du bon fonctionnement du nouveau système de détection du parc V10.***

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Recolement de mise en demeure - Programme de maintenance et de test

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/12/2022, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Programme de maintenance et de test

Prescription contrôlée :

La société NUFARM, exploitant une installation classée pour la protection de l'environnement sur la commune de Gaillon, est mise en demeure de respecter sous un délai de 6 mois les prescriptions suivantes :

- Article 7.5.1 :
 - un programme de maintenance et de tests adapté au système de détection du parc de stockage V10 est défini sous la forme d'une procédure ;
 - un enregistrement et un archivage des opérations de maintenance et tests réalisés sont mis en place ;
 - l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour permettre de vérifier l'efficacité du système de détection incendie du parc de stockage V10, de la tester et de le maintenir. A ce titre, l'exploitant doit veiller à disposer d'équipements nécessaires à la réalisation de ces opérations ;

Constats :

Concernant le programme de maintenance et de tests des détections incendie, un guide de maintenance a été établi par le prestataire de NUFARM en charge des opérations de maintenance et de tests des installations de détection. Les opérations réalisées y sont décrites ainsi que la fréquence minimale à respecter.

L'inspection des installations classées note que les contrôles comprennent notamment :

- une vérification et une inspection visuelle des équipements ;
- un contrôle de la configuration logicielle ;
- un contrôle des sources d'alimentation ;
- une vérification fonctionnelle de l'installation dans le but de s'assurer que la sollicitation provoque bien l'état attendu et de vérifier la corrélation entre les zones, les points de détection et scénarii de mise en sécurité en conformité avec le dossier technique.

En termes d'enregistrement et d'archivage, une copie du registre de sécurité du site a été fournie attestant des interventions périodiques sur les systèmes de détection par la société CEMIS depuis Avril 2017, avec une fréquence annuelle au minimum.

Afin d'attester du caractère fonctionnel de l'installation, les deux derniers rapports de contrôle de l'installation de détection en date des 29 mars 2023 et 2 octobre 2023 ont été communiqués à l'inspection des installations classées. D'une manière générale, le contenu des rapports de contrôle a été amélioré. En effet, le détail de l'intervention précise désormais les détecteurs concernés par chaque action et/ou observation (référence numérique de l'équipement). En outre, un tableau de synthèse est également joint au rapport.

La traçabilité des opérations de contrôle réalisée demeure cependant perfectible. En particulier,

NUFARM doit s'assurer que son prestataire respecte le guide de maintenance qu'il a établi pour chacun des détecteurs contrôlés.

Au regard des rapports de contrôle, l'inspection des installations classées note que :

- tous les détecteurs ont été contrôlés au moins une fois dans l'année, à l'exception du détecteur 1.05 situé dans la fosse. NUFARM indique que le détecteur 1.05 sera supprimé dans la future configuration. En effet, dans la mesure où il est cerné par des obstacles (cuves), son champ de détection est réduit et s'arrête au premier obstacle ;
- le détecteur 1.02 est indiqué en dérangement dans le rapport d'octobre 2023. Lors de la visite, l'inspection des installations classées note au niveau de la centrale du bâtiment A01 que le détecteur en question est toujours en dérangement.

Sur l'origine de ces dérangements, NUFARM nous indique travailler à la recherche des causes de ces dérangements. Il s'avère que la fibre optique par laquelle transite le signal est défectueuse. Les câblages sont donc également en cours de réfection parallèlement au chantier de restructuration et de remplacement des DECT.

Au demeurant, il convient de souligner que le détecteur 1.02 est toujours fonctionnel au regard des tests réalisés par CEMIS. En effet, lorsqu'il est testé, le détecteur passe bien en alarme et la remontée d'information se fait bien au niveau des centrales.

Le rapport de contrôle triennal du système d'extinction et la dernière analyse de l'émulseur ont également été fournis.

Concernant le système d'extinction, le dernier contrôle a été réalisé le 28 mars 2023. Les opérations suivantes ont été réalisées sur le système de protection couronne et le départ RIA dans l'armoire du parc V10 :

- démontage - contrôle intérieur - détartrage et nettoyage ;
- remplacement des joints de poste ;
- contrôle du bon fonctionnement de l'électrovanne par déclenchement à blanc ;
- contrôle du bon fonctionnement du poste et des alarmes.

Le rapport ne relève aucun dysfonctionnement.

Concernant l'émulseur, le dernier rapport d'analyse en date du 14 novembre 2023 conclut de la manière suivante :

« Emulseur synthétique polyvalent, ayant une date de fabrication de plus de 10 ans, nous ne pouvons émettre qu'un avis de bonne conservation du point de vue des caractéristiques physico-chimiques et des propriétés moussantes, et non en ce qui concerne ces performances sur feux, (propriétés extinctrices et résistances de la mousse), il est utilisable à 3 % en application indirecte sur feux d'hydrocarbures et à 3 % en application sur feux de liquides polaires. »

L'inspection des installations classées note donc le bon état de conservation de l'émulseur en ce qui concerne ses propriétés physico-chimiques et son caractère moussant. **Par contre, le rapport d'analyse ne garantissant pas les performances sur feu, l'inspection des installations classées demande à NUFARM de procéder sous un délai d'un mois à des tests par son fournisseur d'émulseur ou tout autre laboratoire spécialisé, afin de s'assurer des performances d'extinction de l'émulseur. En fonction des résultats obtenus, NUFARM procédera si nécessaire au remplacement de l'émulseur. Dans cette hypothèse, les éléments justifiant du remplacement de l'émulseur seront transmis à l'inspection des installations classées.**

Type de suites proposées : Susceptible de suites